

## **Forum de Paris sur la Paix - Déclaration conjointe avec les organisations internationales**

(Paris, 11 novembre 2018)

Déclaration conjointe de M. Emmanuel Macron, président de la République française, de M. António Guterres, secrétaire général des Nations unies, de M. Roberto Azevêdo, directeur général de l'OMC, de Mme Audrey Azoulay, directrice générale de l'UNESCO, de M. Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, de M. Jim Yong Kim, président du Groupe de la Banque mondiale, de Mme Christine Lagarde, directrice générale du FMI, et de M. Guy Ryder, directeur général de l'OIT, à l'occasion de leur rencontre au Forum de Paris sur la paix

Nous nous sommes réunis à Paris, en France, le 11 novembre 2018, guidés par nos valeurs communes de liberté et de respect de l'état de droit et des droits de l'Homme, ainsi que par notre détermination à promouvoir les valeurs démocratiques et un ordre international fondé sur des règles et renforcé par des institutions multilatérales solides.

Il est de notre responsabilité commune de bâtir un monde plus pacifique, plus sûr et plus prospère, en reconnaissant que le respect des droits de l'Homme, l'état de droit et l'égalité des chances sont nécessaires pour garantir une paix, une sécurité et un bien-être pérennes et pour permettre un développement durable qui profite à tous, en ne laissant aucune population défavorisée de côté.

Nous partageons une volonté fondamentale d'investir dans les citoyens du monde et de répondre à leurs besoins et à leurs attentes, ainsi que de relever les défis mondiaux. Nous sommes déterminés à travailler ensemble pour construire un avenir sain, prospère, durable et juste pour chacun.

Nous nous félicitons de la coopération en cours entre les Nations unies, le FMI, le Groupe de la Banque mondiale, l'UNESCO, l'OIT, l'OCDE et l'OMC. Des sujets tels que le maintien de la paix et de la sécurité internationales, la protection de l'environnement et de la biodiversité, la mise en oeuvre et la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), le commerce et les investissements internationaux, les droits de l'Homme et l'égalité des sexes, la lutte contre la corruption et contre l'optimisation et l'évasion fiscales sont interconnectés et nécessitent une action coordonnée. Le meilleur moyen d'atteindre ces objectifs est d'agir de façon collective, avec la participation de tous les Etats. Les enjeux les plus urgents en matière de paix et de sécurité, c'est-à-dire le changement climatique, la prolifération nucléaire, le terrorisme, les pandémies, l'insécurité alimentaire, la pénurie d'eau, les conflits commerciaux, ont une portée mondiale et requièrent donc des solutions mondiales.

La communauté internationale a réalisé des avancées importantes vers l'élimination de la pauvreté. Toutefois, les inégalités ont recommencé à s'aggraver ces dernières années et de vastes disparités persistent en ce qui concerne l'accès à des droits et à des services de base, tels

que la santé et l'éducation. Les inégalités nuisent à la mobilité intergénérationnelles et sapent la confiance placée dans le système socio-politique, ce qui a des conséquences néfastes pour la démocratie. Nous réaffirmons notre détermination à travailler ensemble et en étroite collaboration les uns avec les autres pour réduire les inégalités, en accordant une attention particulière aux besoins des populations désavantagées et marginalisées.

Pour faire face à des enjeux mondiaux, une attention mondiale, une responsabilité collective et des solutions internationales sont nécessaires : nous demeurons donc déterminés à travailler sans relâche afin de parvenir à une paix et à un progrès durables au moyen d'approches multilatérales. Nous soulignons la nécessité de politiques multilatérales axées sur la prévention des conflits, ainsi que de la promotion de stratégies et d'outils adaptés en la matière. Nous insistons sur notre détermination à promouvoir, de façon coordonnée, des approches solidaires qui soutiennent l'ensemble de nos différentes missions et prennent en compte toutes les composantes de la paix, notamment la prévention, le règlement des conflits, le maintien de la paix, la consolidation de la paix, l'aide humanitaire, le travail décent et le développement.

Nous soulignons également notre détermination à promouvoir la coopération internationale, afin de tirer parti de façon positive du potentiel de la transformation numérique au service de tous les citoyens, en atténuant les risques et en garantissant, grâce à un système fondé sur des règles, que l'innovation conduit à des économies plus saines, à des sociétés plus équitables et à une meilleure qualité de vie.

Dans un contexte de contestation du multilatéralisme, nous réaffirmons notre attachement aux organisations internationales existantes ainsi que notre détermination à permettre à celles-ci d'être encore plus représentatives de la communauté internationale et de ses valeurs communes. Les organisations internationales continuent d'offrir une plateforme sur laquelle les Etats membres, les institutions et organisations régionales, les villes et la société civile peuvent évoquer de potentielles solutions aux problèmes mondiaux, qu'aucun Etat ne peut résoudre à lui seul. La collaboration au niveau multilatéral n'est pas facultative : c'est la seule solution possible.

En créant un espace de dialogue, qui permet de partager les idées et les actions, les partenariats et les réseaux d'organisations internationales promeuvent notre objectif commun de parvenir à une sécurité durable et à un développement qui profite à tous. Nous demeurons convaincus que si nous voulons atteindre une paix pérenne et un développement durable, nous devons nous investir dans une action collective forte et améliorer notre collaboration et nos partenariats, notamment avec le monde de l'entreprise, les partenaires sociaux, les institutions financières, la société civile et les organisations régionales et sous-régionales.

Nous reconnaissons également qu'il est nécessaire, pour les organisations internationales, de continuer à innover et à s'adapter aux enjeux en constante évolution et aux nouvelles questions auxquelles fait face la communauté internationale. La crédibilité du système multilatéral passe par un haut niveau de coordination entre les organisations internationales et par leur capacité à se réformer et à respecter leur mandat, les Etats membres fournissant le soutien politique et les ressources appropriées nécessaires à leur travail. Nous soulignons notre détermination à renforcer notre coopération par des échanges réguliers et périodiques, en tirant parti de nos synergies pour répondre aux enjeux mondiaux qui nous sont communs./.

(Source : service de presse de la présidence de la République)